

Mahomet ou Charlemagne ?

Tel est en effet le dilemme posé par l'éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne. L'adhésion de ce pays extra-européen, qui marquerait la mort politique de l'Europe, serait un non-sens à la fois géographique, historique et politique. Le seul élément positif du débat suscité par la menace turque est qu'il force les Européens à réfléchir sur le sens donné au mot « Europe », sur la forme qu'ils désirent donner à leur communauté de destin. Les lettrés rappelleront que les plus grands esprits européens ont combattu la Sublime Porte, par la plume ou par l'épée : Cervantès, qui perdit un bras à Lépante, Erasme, Victor Hugo et Lord Byron, tant d'autres encore.

Dans notre réflexion, les figures de Mahomet et de Charlemagne peuvent jouer le rôle de symboles des deux options possibles : l'une, prophétique, celle du *monothéisme de marché*, ne concevant l'Union européenne que comme une zone de libre-échange la plus vaste possible – et donc extensible à l'infini (Le Canada ? Israël ? Le Maroc ?) -, peuplée de consommateurs privés de véritables points d'ancrage, si ce n'est un vague contrat « citoyen » (droits de l'homme et cartes de crédits: la nouvelle traduction de *Bible and business*).

L'autre, celle de Charlemagne, héritière de la Rome des Césars et du Saint Empire, conçoit l'Europe comme un bloc civilisationnel, enraciné dans une histoire plurimillénaire et dans une géographie bien comprise, fondé sur un héritage très charnel, à la fois helléno-germanique et pagano-chrétien, c'est-à-dire un *polythéisme des valeurs*.

Aux figures de Mahomet et de Charlemagne peuvent se substituer celles de Carthage et de Rome, au mercantilisme des thalassocraties la vision purement politique des empires de la terre. Mais, si j'ai choisi Mahomet, c'est bien entendu pour rappeler un fait essentiel aux distraits: l'entrée dans l'Union européenne de la Turquie – rapidement rejointe par les républiques turcophones d'Asie centrale - signifierait que, dans moins de quinze ans, un Européen sur deux serait musulman, que la première armée du continent serait néo-ottomane et que les Turcs constitueraient des majorités dans *toutes* les assemblées européennes. Catastrophe historique qui marquerait l'étape ultime d'une stratégie séculaire de sabotage de l'union continentale par les puissances maritimes, Empire britannique tout d'abord, Etats-Unis ensuite. Car, l'étude un tant soit peu sérieuse de l'histoire de la *Route de la Soie* (devenue aujourd'hui *Route du Pétrole*, mais c'est le même axe depuis Alexandre le Grand), montre vite qu'une lutte sournoise oppose depuis des siècles deux types de civilisation, deux modèles d'empire. L'actuelle hégémonie américaine permet à Washington, qui a pris la relève de la City, de poursuivre avec autant de cohérence que de patience une vieille stratégie d'affaiblissement de l'Europe, qu'elle fait tout pour couper de la Russie. A ce propos, il est surprenant de constater à quel point certaines élites européennes ont pour Ankara les yeux de Chimène, alors que Moscou leur paraît mille fois plus exotique que la Nouvelle-Guinée ! Cet aveuglement, rarement dicté par la naïveté, fait le jeu de notre ennemi géopolitique, qui a tout intérêt à neutraliser un concurrent potentiel en jouant la carte de la libanisation du continent, commencée avec le Rideau de fer, poursuivie avec ses menées dans les Balkans, de la Bosnie au Kosovo. Une fois l'Europe paralysée, Washington pourra sans crainte tourner ses regards vers ses autres concurrents : Moscou, Delhi et Pékin. Surtout, cassant l'axe eurasiatique qui commande ce que le géopoliticien MacKinder appelait le Heartland - le cœur des terres émergées -, Washington pourra asseoir durablement son emprise mortifère sur un monde condamné à la soumission et à la misère. En ce sens, le rôle historique des Européens n'est-il pas de résister, en commençant par riposter aux sophismes des amnésiques et des stipendiés ? Accepterons-nous que Rome ne soit plus dans Rome et que flotte sur ses temples écroulés la bannière de Mahomet ?

Christopher Gérard

Agrégé de philologie classique

Paru dans *La Libre Belgique* du 13/12/2002